

POUR SERVICES RENDUS AU MAKHZEN ET TRAHISON DE SON PAYS

Ferhat Mehenni perçoit 3 millions d'euros par an

P 16

NICOLAS MADURO
L'AFFIRME À BRAHIM GHALI

« **Nous sommes
engagés
à défendre
la cause
sahraouie** »

p3

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Jeudi 23 mars 2023 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5797 - 19^e année

ENTRETIEN / 2^E PARTIE ET FIN

CLAUDE MANGIN,
MILITANTE DE LA
CAUSE SAHRAOUIE



« **Voici
comment
le Maroc m'a
espionnée !** »

P 5

AFFAIRE DE CORRUPTION
À LA CNAN NORD



**Le DG et deux
hauts cadres
écroués**

P 4

PROVOCATIONS
D'UN MINISTRE SIONISTE
À L'ÉGARD DU PEUPLE
PALESTINIEN

**L'Algérie
condamne
fermement**

P 16

ÉLIMINATOIRES CAN-
2024/ALGÉRIE-NIGER
(22H00) À BARAKI



**Poser un pied
en Côte d'Ivoire
dès ce soir**

P 7

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME ÉMIR
ABDELKADER - ZEMMOURI,
CET APRÈS-MIDI À 15H30

**Le quinté
de ce jeudi
est un vrai
casse-tête**

P 14

LE PRÉSIDENT À AL-JAZEERA À PROPOS
DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

« L'Algérie est habilitée à jouer le rôle de médiateur »

Plusieurs dossiers brûlants de la politique internationale ont été abordés mardi par le président Abdelmadjid Tebboune, lors d'une interview qu'il a accordée à la chaîne qatarie Al-Jazeera, et durant laquelle le chef de l'État était en clair.

LIRE EN PAGE 3

- Une réaction légitime de l'Algérie aux hostilités du Maroc
- Une période de turbulence avec l'Espagne, causée par Sanchez, mais dans laquelle l'Espagne est engagée
- La cause palestinienne toujours sacrée pour l'Algérie



Ph : DR

SÉCURITÉ ET TRANQUILITÉ PUBLIQUES

La responsabilité des walis

Une réunion de coordination avec les walis, tenue par visioconférence, a été présidée, mardi, à Alger, par le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad. Elle intervient à la veille du mois de Ramadhan mais ne se réduit pas à cette circonstance, selon les indications données par un communiqué des services du Premier ministre.



Il s'agit de «l'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements du président de la République et de ses différentes décisions relatives à l'amélioration du service public, à la généralisation du développement équilibré et à la promotion de l'économie locale, notamment celles issues de la dernière réunion Gouvernement-walis». Le mois de Ramadhan a eu sa part dans les orientations du Premier ministre qui a insisté, à l'occasion, sur l'importance de "l'approche proactive adoptée par les pouvoirs publics en prévision du mois sacré de Ramadhan" et du "suivi permanent sur le terrain et de la mise en place de mécanismes efficaces de contrôle, de veille et d'alerte précoce tout au long du mois sacré". Une des instructions du président Tebboune, lors du Conseil des ministres qu'il a présidé lundi, est d'«éviter toute forme d'austérité pour ce qui est de l'approvisionnement des citoyens en produits de large consommation», en parallèle il faut œuvrer progressivement à «l'adoption d'un mode de consommation sain pour le citoyen algérien». Dans ce sens, Aïmène Benabderrahmane a appelé à "renforcer le travail en synergie avec les acteurs de la société civile pour développer le civisme et sensibiliser à l'importance de la lutte contre

le gaspillage, notamment en coordination avec l'Observatoire national de la société civile et le Conseil supérieur de la jeunesse". Mais dans l'immédiat, c'est l'approvisionnement des citoyens en produits de large consommation qui est primordial. Les walis doivent y veiller. Ils doivent également veiller –et ce sont là, les orientations du président de la République, rappelées par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire – "à mettre en place les conditions nécessaires pour assurer la sécurité et la tranquillité publiques, ainsi qu'à prendre toutes les mesures pratiques pour garantir le bien-être des citoyens et la préservation de la santé et de l'hygiène publiques, loin des campagnes conjoncturelles". Autrement dit: éviter les nuisances sonores (les hauts parleurs sur la voie publique au milieu d'habitations), assurer une bonne gestion des déchets ménagers, préserver la propreté des lieux fréquentés par le public comme les marchés. Des orientations conformes à l'article 21 de la Constitution qui dispose, notamment, que «l'État veille à assurer un environnement sain en vue de protéger les personnes ainsi que le développement de leur bien-être». Autre contexte spécifique en perspective : la saison estivale et les risques qu'elle comporte, notamment les

feux de forêts, pour lesquels le Premier ministre a rappelé les mesures pratiques préventives à prendre. L'été est également la saison du tourisme sur lequel compte le pays pour diversifier son économie. Au-delà des exigences liées à la conjoncture-Ramadhan et saison estivale-, la dynamique économique locale a été abordée dans les détails. Aïmène Benabderrahmane a rappelé "la priorité de réaliser l'autosuffisance alimentaire, notamment en créant les conditions idoines à l'augmentation de la production nationale en récoltes stratégiques et la numérisation urgente du secteur agricole, en sus du parachèvement des différents projets publics en cours de réalisation dans tous les domaines, à même de permettre d'améliorer la qualité des prestations et d'accroître l'attractivité économique des territoires". De son côté, Brahim Merad a réaffirmé "la priorité d'accélérer la cadence du développement local conformément aux exigences de sécurité alimentaire, hydrique et énergétique". Il a cité parmi les critères d'évaluation de la performance locale : "la réponse aux aspirations des citoyens, l'amélioration de la qualité des prestations du service public, le taux d'investissement réalisé et le nombre de nouveaux postes d'emploi".

M'hamed Rebah

FONCTION PUBLIQUE ET SCOLARITÉ

Voici les horaires du Ramadhan

Les horaires de travail pour le mois sacré sont fixés par les différentes institutions et administrations publiques ainsi que le ministère de l'Éducation nationale qui a rendu public le remaniement temporel des cours pour les élèves après les vacances du printemps. Ainsi, la direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative a indiqué qu'à l'occasion du mois de Ramadhan, les horaires de travail applicables dans les institutions et administrations publiques seront modifiés. Pour les wilayas d'Adrar, Tamanrasset, Illizi, Tindouf, Béchar, Ouargla, Ghardaïa, Laghouat, Biskra, El-Oued, Timimoune, Bordj Badji Mokhtar, Ouled Djellal, Béni Abbès, In Salah, In Guezzam, Touggourt, Djanet, El-M'Ghaïer et El-Meniâa, les horaires de travail sont fixés du dimanche au jeudi, de 7h00 à 14h00. Pour les autres wilayas, ils sont fixés de 8h30 à 15h30, ajoute la même source, soulignant que les horaires habituels de travail reprendront

après la fête de l'Aïd El-Fitr. Pour ce qui est de l'enseignement primaire dans les écoles à vacation unique, la durée des cours le matin et l'après-midi sera réduite de trente minutes, avec une pause de quinze minutes la matinée. À noter qu'une pause d'une heure et quarante-cinq minutes sera observée entre la

période du matin et celle de l'après-midi. Quant aux écoles primaires à double vacation, la durée des cours du matin et de l'après-midi sera réduite d'une heure, avec une pause de quinze minutes et un intervalle de trente minutes. Selon le ministère de l'Éducation nationale, toutes les activités program-

mées seront dispensées en adaptant leur durée en fonction du temps imparti. Dans les deux cycles moyen et secondaire, la séance pédagogique d'une heure sera réduite de quinze minutes, avec une pause de 15 minutes entre les cours du matin et de l'après-midi.

M. Seghilani

AVÈNEMENT DU MOIS DE RAMADHAN

Le Président échange les vœux avec ses homologues tunisien et mauritanien

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a eu, hier, une communication téléphonique avec son frère, le président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, lors de laquelle ils ont échangé les vœux à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan, indique un communiqué de la présidence de la République. "Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a eu, ce jour, une communication téléphonique avec son frère, le président de la République tunisienne, pays frère, Kaïs Saïed lors de laquelle, ils ont échangé les vœux à l'occasion de l'avène-

ment du mois sacré de Ramadhan, souhaitant aux deux pays et peuples frères, bien-être et stabilité et davantage de progrès", lit-on dans le communiqué. Également, le président de la République a échangé, le même jour, une communication téléphonique avec son frère, le président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Cheïkh El-Ghazouani, lors de laquelle ils ont échangé les vœux à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a

eu, ce jour, une communication téléphonique avec son frère le président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Cheïkh El-Ghazouani, lors de laquelle il l'a félicité à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan, et lui a exprimé ses vœux de santé et au peuple mauritanien frère davantage de progrès", lit-on dans le communiqué. À son tour, le président mauritanien "a exprimé à monsieur le Président sa gratitude, souhaitant au peuple algérien frère davantage de progrès et de quiétude", a conclu la même source.

R. N.

ACTIONS HUMANITAIRES ET DE SOLIDARITÉ

Télécom Algérie et le CRA coopèrent désormais

Un memorandum d'entente a été signé, hier à Alger, entre le Groupe Télécom Algérie (GTA) et le Croissant-Rouge algérien (CRA), en vue d'accompagner et de contribuer aux activités humanitaires et de solidarité.

La convention a été signée par le Président directeur général du GTA, Khaled Zarat et la présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), Ibtissem Hamlaoui, au siège du GTA à Bab Ezzouar. Au terme de la signature, Zarat a indiqué que ce memorandum a pour objet de "soutenir et consolider les différentes actions et activités humanitaires du CRA", ajoutant que "les actions de solidarité sont des valeurs ancrées et des traditions anciennes au sein de la société algérienne, les entreprises nationales et entreprises citoyennes". Le GTA "entend collaborer avec le CRA, étant la plus ancienne organisation humanitaire en Algérie créée en pleine Guerre de libération nationale", soulignant "le besoin de la société en énergies créatrices qui construisent la patrie et promeuvent les actions de solidarité et de bénévolat, en vue de lancer des initiatives nationales". Pour sa part, Mme Hamlaoui a indiqué que le CRA tend à travers ce partenariat avec le GTA, à "numériser les activités de l'organisation, de concert avec le groupe, étant une entreprise pionnière dans le domaine des Technologies de l'information et de la communication (TIC), en vue d'aider les familles démunies, avec civisme, dans le but de préserver la dignité humaine", en sus de "créer des micro-entreprises au profit de ces catégories, ce qui est considéré comme un moyen plus moderne pour fournir l'aide". Le memorandum d'entente s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'activité sociale de solidarité durant le mois sacré de Ramadhan et de la poursuite de la mise en œuvre du programme convenu entre les deux organismes".

R. N.

IL ÉVOQUE UNE MÉDIATION DE L'ALGÉRIE DANS LE CONFLIT UKRAINIEN ET PARLE DU MAROC, DE LA CRISE AVEC L'ESPAGNE ET LA FRANCE

Tebboune en clair sur Al-Jazeera

Plusieurs dossiers brûlants de la politique internationale ont été abordés mardi par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors d'une interview qu'il a accordée à la chaîne qatarie d'information en continu, Al Jazeera, et durant laquelle le chef de l'État n'y est pas allé avec le dos de la cuillère.

La deuxième du genre en trois ans de pouvoir du président Tebboune. À cet effet, Al-Jazeera a délégué une journaliste algérienne, en l'occurrence, Khadija Benguenna, une ancienne de la Télévision publique algérienne. Il en a été de même pour le premier entretien réalisé en juin 2021 par un autre journaliste algérien, qui n'est autre qu'Abdelkader Ayadh. Un entretien durant lequel Tebboune a évoqué plusieurs points liés aux relations de l'Algérie avec ses voisins du nord, en l'occurrence la France, l'Italie et l'Espagne, ainsi que celles avec ses voisins directs, notamment le Maroc et la Tunisie. Le chef de l'État s'est également exprimé sur les relations algéro-russes, la guerre en Ukraine et la cause palestinienne.

« UNE RÉACTION LÉGITIME DE L'ALGÉRIE AUX HOSTILITÉS DU MAROC »

En tête des sujets les plus sensibles de l'heure, les relations entre l'Algérie et le Maroc qui sont rompues depuis le 24 août 2021 sur décision d'Alger, en raison de la série de campagnes hostiles menées par le Makhzen contre l'Algérie. En effet, le Makhzen a été tenu pour responsable de bon nombre d'actes de déstabilisation à l'encontre de l'Algérie. Ce qui a, selon Tebboune, poussé l'État algérien à revoir ses relations avec le voisin direct. Affirmant d'une part, « regretter que les relations algéro-marocaines en soient arrivées à ce stade entre deux pays voisins », il a cependant justifié la position de l'Algérie comme étant « une réaction » aux agissements du Maroc et son implication directe dans ces actions perpétrées contre l'Algérie. Dans ses témoignages, le chef de l'État a affirmé que « les relations entre les deux pays voisins sont arrivées à un point de non-retour ».

« UNE PÉRIODE DE TURBULENCE AVEC L'ESPAGNE, CAUSÉE PAR SANCHEZ, MAIS DANS LAQUELLE L'ESPAGNE EST ENGAGÉE »

Abordant la crise diplomatique entre l'Algérie et l'Espagne qui remonte à juin 2022, lorsque Madrid s'était alignée sur la position du Maroc concernant la question du Sahara Occidental. À ce titre, le chef de l'État a fait porter la responsabilité à la personne de Pedro Sanchez. Évoquant la position de l'Espagne, à travers le gouvernement Sanchez, sur la question du Sahara occidental, le président Tebboune considère cette position « comme individuelle du Gouvernement Sanchez », ajoutant néanmoins que l'Espagne, en tant qu'ancienne puissance coloniale, a une grande part de responsabilité dans cette période de turbulence et dans la résolution de la question, notant que « L'Espagne feint d'ignorer qu'elle était la puissance colonisatrice et continue d'avoir une responsabilité sur le territoire sahraoui ». En effet, le Sahara occidental était une colonie espagnole jusqu'en 1975. Le Maroc a alors pris le contrôle sur les terres



sahraouies, dans un mouvement qui n'a pas été reconnu internationalement. « L'Espagne s'est alignée dans le dossier du Sahara occidental avec des attitudes secrètes qui ne la déchargent pas de ses responsabilités », a poursuivi Tebboune. Toujours concernant l'Espagne, plus précisément sur le volet commercial et énergétique (approvisionnement en gaz), le président Tebboune a tenu à rassurer que « les échanges économiques se sont poursuivis malgré cette crise, en particulier dans le secteur privé ».

« DES RELATIONS PARTICULIÈRES AVEC L'ITALIE »

Dans le même contexte, et concernant les relations algéro-italiennes, Tebboune a affirmé que « l'Italie n'avait pas profité de la crise avec l'Espagne », notant que « l'Algérie s'est engagée à fournir de l'énergie au peuple espagnol ». Comme l'a précisé le président Tebboune, « les relations algéro-italiennes sont stratégiques, historiques et très solides, remontant à l'époque de la révolution », ajoutant que « le récent accord énergétique avec l'Italie comprend l'électricité, le gaz et l'hydrogène ». En outre, le Chef de l'État algérien a spécifié que « le partenariat algéro-italien sur l'énergie concernait l'électricité, le gaz et l'hydrogène ». Il a ensuite précisé que « l'Algérie comptait le mettre en œuvre en collaboration avec les autres pays européens ». Pour rappel, l'Algérie est reliée à l'Italie par le gazoduc Transmed via lequel sont acheminés les volumes exportés vers ce pays. Eu égard également à l'accord entre Alger et Rome pour relancer le pro-

jet du gazoduc reliant El Kala (nord-est de l'Algérie) à la Sardaigne, à savoir « GALSI » (acronyme pour « Gazoduc Algérie – Sardaigne – Italie »).

CONFLIT UKRAINIEN : « L'ALGÉRIE EST HABILITÉE À JOUER LE RÔLE DE MÉDIATEUR »

Pour ce qui est de la crise ukrainienne, qui dure depuis février 2022, Tebboune a mis en avant la position algérienne vis-à-vis de ce conflit international, estimant que l'Algérie est mieux placée que certains pays, en vue de trouver une issue diplomatique à cette guerre. Dans ce sens, le chef de l'État a indiqué que l'Algérie est habilitée pour cela, soulignant qu'elle « est parmi les rares pays à jouir de la crédibilité nécessaire, afin « d'assumer le rôle d'intermédiaire dans la résolution du conflit ». Par la même occasion, Tebboune s'est exprimé sur les relations algéro-russes, confirmant que « sa visite en Russie est toujours d'actualité et aura lieu au mois de mai prochain sur invitation du président russe ».

« L'ALGÉRIE RESTERA TOUJOURS AUX CÔTÉS DE LA TUNISIE »

S'exprimant sur le cas de la Tunisie et de ses proches relations avec l'Algérie, Tebboune a confié que « la Tunisie faisait l'objet d'un complot », et que « n'en déplaise à certains, qu'on le veuille ou non, l'Algérie se tiendra toujours à ses côtés ». Une optique allant dans le même sens des récentes déclarations du président tunisien Kais Saïed, qui avait fait part de la nécessité de mettre un terme rapide

au flux d'un grand nombre de migrants irréguliers d'Afrique subsaharienne vers son pays, décrivant le phénomène comme un complot pour « changer la composition démographique » du pays. « L'objectif non déclaré des vagues successives d'immigration clandestine, est de considérer la Tunisie uniquement comme un pays africain qui n'a aucune affiliation avec les nations arabes et islamiques », avait déclaré le chef d'État tunisien, évoquant « un stratagème criminel qui a été préparé depuis le début de ce siècle pour changer la composition démographique de la Tunisie ».

« DES RELATIONS FRAGILES AVEC PARIS »

Outre les relations avec le Maroc, l'Espagne et l'Italie, le président Tebboune a été interrogé sur les relations entre l'Algérie et la France. Il s'est voulu clair en affirmant qu'elles connaissent des perturbations. « Notre relation avec la France est fluctuante », a-t-il indiqué. Dans la foulée, le président de la République a annoncé le retour prochain de l'ambassadeur d'Algérie en France. Et d'ajouter textuellement : « l'ambassadeur algérien sera bientôt de retour à Paris ». Pour rappel, l'ambassadeur Saïd Moussi a été rappelé en Algérie le 8 février dernier, pour consultations, notamment après l'affaire de l'exfiltration illégale d'Amira Bouraoui vers la France, d'où les raisons de ces nouvelles tensions entre les deux pays. Dans le sillage, il est bon de rappeler qu'Alger avait dans un premier temps rappelé son ambassadeur à Paris le 2 octobre 2021 en réaction à des propos déplacés du président français, Emmanuel Macron, qui affirmait que l'Algérie, après son indépendance en 1962, s'était construite sur « une rente mémorielle » entretenue par « le système politico-militaire ». Et ce n'est que trois mois plus tard, soit le 6 janvier 2022 qu'Alger rétablit son ambassadeur à Paris.

« LA CAUSE PALESTINIENNE TOUJOURS SACRÉE POUR L'ALGÉRIE »

Pour terminer son interview, Tebboune a souligné le soutien indéfectible de l'Algérie à la Palestine, réaffirmant la position de l'Algérie à l'égard de la question palestinienne en déclarant que celle-ci représentait « la mère des causes » et qu'elle incarnait « presque » une cause interne pour notre pays. Une vision qui confirme une fois de plus la position constante de l'Algérie vis-à-vis de la cause palestinienne. Auparavant, Tebboune avait souligné dans plusieurs déclarations, que « la cause palestinienne est sacrée pour l'Algérie, et il n'y aura pas de relations avec Israël sans l'établissement d'un État palestinien avec El-Qods comme capitale ».

Synthèse Hamid Si Ahmed

NICOLAS MADURO L'AFFIRME À BRAHIM GHALI

« Nous sommes engagés à défendre la cause sahraouie »

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro a réaffirmé, mardi, l'engagement de son pays à défendre la cause sahraouie et toutes les causes de libération, jusqu'au parachèvement de la décolonisation. Le président vénézuélien a fait cette déclaration alors qu'il accueillait son homologue sahraoui, Brahim Ghali au palais présidentiel à Caracas. « Nous sommes engagés à défendre la cause sahraouie », a souligné le président Maduro, affirmant que le soutien de son gouvernement au peuple sahraoui était « indéfectible et absolu » et « se poursuivra jusqu'au parachèvement du processus de décolonisation », a rapporté l'agence de presse sahraouie SPS. Pour sa part, le président sahraoui a indiqué : « Nous restons ouverts, au Sahara occidental, à une solution pacifique, politique et négociable », mais « nous poursuivrons, cependant, la résistance par tous les moyens pour le recouvrement de notre souveraineté et notre droit imprescriptible à l'autodétermination et à l'indépendance ». Les deux présidents ont évoqué, lors de leurs entre-

tiens, les relations bilatérales entre les deux pays et les moyens de les promouvoir au plus haut niveau au service des intérêts des deux peuples et pays frères. Ils ont par ailleurs passé en revue les derniers développements de la question sahraouie à tous les niveaux, notamment en cette conjoncture marquée par un affrontement direct avec l'occupant marocain après la reprise de la lutte armée en 2020 ».

Les deux parties ont évoqué également l'ensemble des questions d'intérêt commun, notamment au niveau international, selon la même source. Le Président sahraoui était accompagné d'une importante délégation composée notamment du ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Sidati et de la ministre sahraouie de la coopération, Fatma El Mehdi. Pour rappel, la République arabe sahraouie démocratique entretient des relations diplomatiques avec la République bolivarienne du Venezuela depuis 1983.

R. I.

NOUVELLE LOI SUR L'INFORMATION

Le projet soumis au débat à l'APN

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a fait savoir, mardi à Alger, en présentant le projet de loi organique relatif à l'Information devant les députés de l'Assemblée populaire nationale, que le nouveau texte vise «à atteindre la liberté, le pluralisme et l'indépendance de la presse, assurer le respect des règles de professionnalisme et de déontologie, en faire un pilier de la pratique démocratique et la protéger de toute forme de dérive».



Ph: DR

Le premier responsable du secteur a mis l'accent, durant sa présentation, sur «la grande importance que revêt le nouveau projet de loi, eu égard au rôle fondamental des médias et à leur capacité à façonner et à orienter l'opinion publique, en particulier, dans un contexte marqué par une impressionnante évolution des technologies de l'information et de la communication.

Le ministre a estimé, dans ce cadre, que la révision du cadre législatif relatif à l'information traduit la volonté de l'Algérie de renforcer le choix démocratique, d'élargir les champs de libertés publiques et de consacrer le droit d'informer en tant que principe fondamental dans

le respect des constantes et de l'unité nationales, et de l'intégrité du territoire.

Le nouveau texte porte sur la presse écrite et électronique, l'audiovisuel, renforcement du droit du journaliste d'accéder à l'Information et de protéger ses sources, pénalisation de toute forme de violence ou d'intimidation contre les journalistes, mettre le secteur hors portée de l'argent sale, les modalités de la pratique du droit de réponse et de rectification dans tous les médias, la gestion des infractions et la création d' " un conseil supérieur d'éthique et de déontologie professionnelle", auquel sera confiée la responsabilité de la régulation,

entre autres.

Il faut rappeler que le nouveau texte de loi ne fait pas l'unanimité au sein des professionnels des médias et les élus du peuple à la chambre basse du Parlement. Les premiers réclament une plus large concertation et de nouvelles modifications dans le nouveau texte pour améliorer la situation socio-professionnelle des journalistes, renforcer la liberté d'expression dans le cadre du respect de la Constitution et permettre par la même, au citoyen d'accéder à son droit à l'information. Ils revendiquent également l'accélération de la cadence de la promulgation de statuts particuliers qui définissent les

devoirs et droits des journalistes. Certains souhaitent tout bonnement son retrait alors que plusieurs députés ont émis des réserves face à ce projet controversé.

Il convient de rappeler que ce projet a été déposé à l'APN par le Gouvernement à la mi-décembre avant d'atterrir sur les bureaux de cette commission spécialisée. Le nouveau texte est composé de 8 chapitres et 55 articles qui fixent les activités du secteur, les modalités d'exercices de cette profession et la déontologie propre à la profession, en plus de la gestion des litiges qui pourraient naître de l'exercice de cette fonction.

Brahim O.

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP

Neuf éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Neuf éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire qui ont également mis en échec des tentatives d'introduction de plus de deux quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, durant la période allant du 15 au 21 mars en cours, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale. "Dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 15 au 21 mars 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source, relevant que dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements combinés de l'ANP "ont arrêté 9 éléments de soutien aux

groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 39 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction des quantités de drogues provenant des frontières avec le Maroc, s'élevant à 2 quintaux et 18 kilogrammes de kif traité, et saisi 87 401 comprimés psychotropes", ajoute le communiqué du MDN. À Tamarrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Tindouf et Djanet, des détachements de l'ANP "ont intercepté 635 individus et saisi 23 véhicules, 205 groupes électrogènes, 137 marteaux-piqueurs, 7 détecteurs de métaux, 11 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés

dans des opérations d'orpaillage illicite", note la même source, ajoutant que "14 autres individus ont été arrêtés et 06 fusils de chasse, 4,5 quintaux de tabacs et des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à 16 tonnes ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national". De même, les Garde-frontières "ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 98 689 litres à Bordj Badji Mokhtar, Souk Ahras, El-Tarf et Tébéssa". Durant la même période, les Garde-côtes "ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 132 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 220 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le communiqué.

R.N.

POURSUIVI POUR CORRUPTION EN TANT QU'ANCIEN MINISTRE ET ANCIEN WALI

Abdelmalek Boudiaf risque 12 ans de prison

Le procureur de la République près le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a requis, mercredi, une peine de 12 ans de prison ferme contre l'ancien ministre, Abdelmalek Boudiaf, poursuivi avec 18 autres accusés pour corrup-

tion. Des peines allant de 4 à 5 ans de prison ferme ont été également requises contre l'épouse de Abdelmalek Boudiaf et deux de ses enfants pour recel et dissimulation intentionnelle de sources de fonds illicites, blanchiment d'argent, abus de fonction et obtention d'indus avan-

tages. Dans le cadre de la même affaire, le procureur de la République a requis des peines allant de 3 ans à 5 ans de prison ferme contre des hommes d'affaires poursuivis pour obtention d'indus avantages. Abdelmalek Boudiaf est poursuivi pour enrichissement illicite, blanchiment

d'argent et recel dans le cadre d'un groupe criminel, outre l'octroi d'avantages injustifiés lors de la conclusion de contrats de marchés et abus de fonction lorsqu'il était ministre de la Santé, et en tant qu'ancien wali d'Oran et de Constantine.

R.N.

AFFAIRE DE CORRUPTION À LA CNAN NORD

Le DG et deux hauts cadres de l'entreprise écroués

Le juge d'instruction du Pôle pénal économique et financier près le tribunal de Sidi M'hamed a placé en détention provisoire le directeur général de la Compagnie nationale algérienne de navigation (CNAN Nord). Un ancien cadre du transport maritime de Oran, retraits, ainsi qu'un ancien directeur général de l'entreprise ont fait l'objet de la même mesure, a indiqué un communiqué de cette juridiction précisant que 14 autres accusés ont été placés sous contrôle judiciaire. Le même communiqué précise que les charges retenues contre les mis en cause sont la passation de marchés en violation de la réglementation, et des abus dans la gestion de l'entreprise. Les faits retenus contre les accusés ont également trait à la complicité dans la dilapidation de deniers publics à travers l'abus dans l'immobilisation technique des navires et le non recours à l'exploitation d'autres navires de fret de l'entreprise, l'arrêt de certains navires dans des ports à l'étranger, ce qui s'est répercuté négativement sur l'activité de l'entreprise et lui a causé des difficultés financières en dépit du soutien de l'État et causé un grave préjudice au Trésor public. Une enquête préliminaire a été ouverte après la clôture des investigations et la présentation, devant le parquet, des mis en cause le 21 mars courant. Le parquet a ordonné l'ouverture d'une enquête pour passation de marchés contraires à la réglementation, octroi d'indus avantages, la dilapidation des deniers publics, concussion, et usage de la fonction en dehors du cadre défini par la loi entraînant un grave préjudice à l'entreprise. Cette affaire rappelle celle qui avait ébranlé l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) au mois de juin 2022, quand un navire de transport de voyageurs avait quitté le port de Marseille avec quelques passagers à son bord au moment où des compatriotes émigrés ne trouvaient pas de places lors des réservations. Le DG de cette entreprise, jugé au mois de janvier dernier a écopé de la prison ferme. Il faut reconnaître que c'est un véritable complôt qui cible ce secteur vital pour le pays. Au mois de novembre 2022, le président de la République, Tebboune avait ordonné l'ouverture d'une enquête sur la détérioration du Transport maritime algérien. "Le président de la République a ordonné d'engager immédiatement une enquête pour demander des comptes aux responsables de la détérioration de ce secteur stratégique à tous les niveaux et responsabilités", avait indiqué un communiqué rendu public au terme d'un Conseil des ministres. Lundi dernier, le président de la République a ordonné la reconstruction de la flotte du transport maritime algérien, victime d'un complôt ciblant l'État, et de procéder à la réévaluation technique des navires de la flotte actuelle en vue d'élaborer un plan pour son renouvellement et son développement. C'est dire que les scandales qui ont secoué ce secteur, sont la partie visible d'un véritable complôt qui cible l'état.

Slimane B.

**ENTRETIEN
2^E PARTIE
ET FIN**

CLAUDE MANGIN, MILITANTE FRANÇAISE DES DROITS DE L'HOMME, AU COURRIER D'ALGÉRIE :

« Voici comment j'ai été espionnée par le Maroc ! »

Début du mois courant, la militante française des droits de l'Homme et de la cause sahraouie, Claude Mangin, épouse du prisonnier politique Naama Asfari, qui se trouvait alors à Alger, nous a accordé un entretien dont la première partie avait paru le 9 mars. Vous avez présentement la suite de l'entrevue sous les yeux.

Ph : Mourad Sid



-Le Courrier d'Algérie : À l'instar de beaucoup d'autres personnalités politiques, militants de la cause sahraouie et opposants au régime marocain, vous êtes l'une des victimes du logiciel Pegasus...

-Claude Mangin : Oui, c'est vraiment le grand scandale de l'année 2021. Au mois de juin 2021, une journaliste du service investigation de Radio France m'a téléphoné par le biais de mon avocat pour venir me voir. C'était un peu compliqué. Elle ne voulait pas exactement me dire pourquoi elle était là, puisque c'était secret et ils voulaient faire éclater le scandale. Elle m'a dit que l'équipe de Radio France soupçonnait un piratage qui a ciblé mon téléphone. C'était mon avocat qui les (journalistes enquêteurs sur le scandale, ndlr) a orientés vers moi parce que son téléphone était piraté. Ils m'ont demandé si je pouvais leur donner mon téléphone. J'ai dû me déplacer au siège de Radio France. On a transféré toutes les données sur un ordinateur. Ces données ont été ensuite transférées au siège d'Amnesty International pour que les techniciens les regardent (analysent). Deux heures après, soit dans l'après-midi, la journaliste m'a recontactée en disant que mon téléphone était entièrement piraté.

Par ailleurs, des journalistes de Washington aussi ont pris contact avec nous. Toutefois, eux, ils s'intéressent à un autre problème. Ils dénonçaient le fait que les téléphones iPhone n'étaient pas sécurisés contre le piratage. Ils n'en avaient rien à faire du Maroc et de mes problèmes. Mais, c'était intéressant de voir qu'ils dénonçaient ça.

Donc, quinze jours après, ils ont repris le deuxième téléphone qu'ils m'ont donné et ils ont enquêté à nouveau. Ils ont conclu qu'il était aussi piraté. Donc, voilà, comme tout le monde, en juin 2021, Amnesty m'a envoyé la liste de toutes les connexions pendant neuf mois avec toutes les dates. En vérifiant avec mon agenda-papier, j'ai constaté que ma première connexion était effectuée courant de la nuit avec mon avocat. À ce moment-là, j'ai fini par

comprendre tous les événements que je n'ai pas réussi à expliquer jusqu'alors. Puisque, par exemple, j'avais fait une réunion le samedi avec des jeunes sahraouis pour essayer de voir comment on pouvait travailler sur les réseaux sociaux pour rendre visible leur cause. Un jeune étudiant de l'association "Ingénieurs sans frontières" qui avait envie de travailler avec nous, nous a rejoints par visioconférence. Le mardi soir, on se retrouve à nouveau, et il me dit qu'il a été convoqué par le directeur de l'École d'ingénieurs de Marseille et lui a demandé de ne plus participer à ce travail sur le Sahara occidental. Il était vraiment écœuré. C'était le consul du Maroc qui était venu voir ce directeur et il lui avait demandé de lui donner tous les noms des étudiants marocains et d'arrêter de travailler sur le Sahara occidental si non on bloque la coopération avec l'école d'ingénieurs de Casablanca. Ce jeune a, donc, dû arrêter.

Voyez comment les Marocains sont en France, ils sont les maîtres ! Ils ont su en trois jours ce qu'on faisait alors que ça se passait chez-moi, en privé. Par la suite, il y a eu plusieurs événements. C'était la période durant laquelle j'ai lancé, avec des juristes et des avocats, tout un travail de dépôt de nouvelles plaintes pour torture auprès du Haut-conseil des droits de l'Homme et du Comité contre la torture. La première avait été déposée en 2016, mais là on était à dix nouvelles plaintes. Le travail a été interrompu par le Coronavirus. On a continué le travail en visioconférence. Le 9 mai, alors que j'étais avec ma maman en voiture, on m'apprend au téléphone que notre correspondant à Laâyoune, Hassanna Abba, qui était membre du bureau de la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis, avait été tabassé après avoir été enlevé devant chez-lui. Tout le monde avait dénoncé cet acte. Mais en fait on a fini par comprendre qu'il avait été arrêté parce qu'il était en contact avec moi. Hassanna était de

toutes les réunions mensuelles consacrées aux prisonniers sahraouis. Il était aussi en lien avec les familles des détenus auprès desquelles nous avons recueilli les témoignages pour monter les dossiers de plaintes pour chacun des prisonniers de Gdeim Izik. Il fallait le faire, car chaque détenu a subi des tortures individualisées. Et, moi, consciencieusement et à chaque réunion, je faisais un bon compte rendu que je portais sur "Signal" qui est, soi-disant, plus sécurisé. Donc, les Marocains savaient exactement, au jour le jour, tout ce qu'on faisait sur les prisonniers de Gdeim Izik. Du coup, lorsqu'en mois de juillet 2021 on a su ça (éclatement du scandale Pegasus), on a été tétanisés. On s'est dit comment on fait pour continuer notre travail alors que cela peut se reporter contre les familles des prisonniers. Donc, on a dû acheter des téléphones cryptés pour continuer. Voyez donc, Pegasus nous a retardés. Mais, on a fini par déposer six plaintes en juillet 2022 et quatre autres en novembre suivant. La presse française en a fait l'écho.

-C'est peut-être parce qu'ils étaient aussi ciblés ?

-L'affaire Pegasus a vraiment déplu aux journalistes français. Puisque ceux de "Mediapart", du "Canard enchaîné" et du "Monde" ont été surveillés. Ensuite, le Maroc a porté plainte contre eux. Ce qui fait que quand on a organisé, octobre 2021, le premier voyage de la mission européenne post-confinement (covid-19) pour les journalistes, il y avait, sept rédactions qui étaient venues. Alors que les journalistes français n'étaient pas venus dans les camps depuis le cessez-le-feu, soit 30 ans. Là je pense qu'il y avait deux raisons pour lesquelles ils avaient répondu favorablement. Parce que je suis en contact permanent avec eux et ils ont fini par me connaître. Et puis, je leur envoie des informations. Bien que cela fasse 13 ans que mon mari (Naama Asfari, ndlr) était en prison, les jour-

nalistes français, à part ceux de l'Humanité et de la Croix, faisaient très peu d'articles à ce sujet. Donc, je pense que l'affaire Pegasus et l'avènement de la reprise de la guerre ont poussé les journalistes à s'y intéresser. Donc, on a eu une belle mission qui comprend Arte, RFI, Mediapart, L'Humanité, La Croix, Marianne et Libération. C'était une belle réussite pour moi que tous ces médias viennent dans les camps des réfugiés. Chaque rédaction a fait deux reportages. Arte, par exemple, a fait un reportage de cinq minutes, ce qui est long et rare. RFI aussi. Bref, tous ont fait leur travail de façon excellente et professionnelle. Du coup, je pense que ça n'a pas du tout plu ni au gouvernement français ni au gouvernement marocain. Pour la mission qu'on vient d'effectuer ce février 2022, je n'ai pas réussi à mobiliser les journalistes. Mais, Le Monde, par exemple, a quand même dépêché une envoyée spéciale de Madrid qui a consacré toute une page sur le Front Polisario. C'est dire que, malgré que ce soit un sujet extrêmement clivant, il y a toujours des journalistes et des rédactions qui sont honnêtes.

-Contrairement aux journalistes de BFMTV avec notamment l'affaire Rachid M'Barki...

- Il ne faut pas quand même trop s'étonner de la part d'une chaîne du groupe Bolloré. Moi ce qui me surprend chez BFMTV c'est qu'ils ont licencié le type (Rachid M'Barki, ndlr). C'est un peu pour montrer patte blanche comme la députée européenne Manon Aubry de la France insoumise, dont les partisans sont des pro-marocains qui suivent le chef, Jean-luc Mélenchon. Née à Tanger, on se demande, toutefois, pourquoi elle admire le roi (Mohammed VI, ndlr). Après le Marocgate, en effet, Manon Aubry a pris la parole pour dire qu'on doit faire le ménage si non l'année prochaine elle, et ses camarades, ne vont pas être réélus. C'est elle qui le fait, c'est bien, pour les Sahraouis. Mais, ils ont

peur pour leurs postes. Nous, en tout cas, on va faire le travail de dénonciation pour le Sahara occidental. Le journaliste de l'Humanité Rosa Moussaoui a commencé le travail avec le président du groupe interparlementaire d'amitié France - Maroc, le sénateur Christian Cambon (Les Républicains). On le sait, il est vraiment le porte-parole du Maroc. Il est insupportable ce Monsieur qui est un ancien de la Guerre d'Algérie. La reporter de L'Humanité a repris ses violentes déclarations surtout lorsqu'il est allé au secours du Maroc en disant que le Marocgate était un complot. Il y a énormément de ministres socialistes, des « sarkozistes » parmi ceux qui ont accepté des invitations du Maroc. Ils étaient logés et nourris à Dakhla et sur les yachts de sa majesté. Il faudrait que tous ces gens-là payent aujourd'hui.

- Y aurait-il, selon vous, des poursuites en France ?

Je ne le sais pas ! Ce que je sais, en revanche, c'est ce que les cadeaux marocains sont offerts en contrepartie. Regardez le livre « Paris-Marrakech: Luxe, pouvoir et réseau ». C'est vraiment 250 pages d'horreur où des journalistes, des gens du show-business... ont été impliqués. Tous les noms étaient cités, mais il n'y a jamais eu de procès pour diffamation. À notre niveau, on a fait un numéro spécial du « Sahara Info » sur le lobby marocain en France qui était sorti le même jour que le Marocgate. Parce qu'on est en permanence en bute à ce lobby. À Ivry, par exemple, on a placé une candidate macroniste d'origine marocaine. C'est un affreux personnage, car à chaque fois qu'on fait voter un vœu pour les Sahraouis, elle dénonce d'une manière extrêmement violente en parlant d'enfants soldats, ou encore d'enfants livrés à la prostitution à Cuba... bref, la même logorrhée. Il y a eu même une intrusion au sein du Conseil municipal. C'est un lieu sacré, inviolable et ouvert où tout le monde peut assister aux séances. C'est-à-dire, personne n'a le droit de faire n'importe quoi. Mais, il se trouve qu'il y a des Marocains qui sont entrés pour filmer. Et il a fallu que le maire Philippe Bouyssou finisse la réunion à huis clos. Il s'est fait accompagné chez lui par la police. Devant le Conseil, en effet, quatre ou cinq Marocains et Marocaines ont enregistré une émission sur la Radio-Télévision de Luxembourg (RTL) en Europe en insultant le maire Philippe Bouyssou, moi-même et mon mari Naama Asfari. Malheureusement pour nous, on ne pouvait pas porter plainte contre la presse, contrairement au roi marocain, qui, lui, nous a attaqués en justice, bien qu'il ait été débouté. En fait le problème c'est que ça nous prend beaucoup de temps.

Suite en page 6 ...

... Suite de la page 5

Du coup, tout ça nous empêche de mener nos activités militantes. Par exemple, lorsque j'ai été faire la présentation, dans une église à Strasbourg, le 2 décembre 2018, du film-documentaire « Dis-leur que j'existe » qui retrace l'histoire de mon mari Naama Asfari et des prisonniers de Gdeim Izik. Eh bien, ils ont envoyé cinq jeunes marocains qui portaient la casquette rouge frappée d'une étoile verte symbolisant le drapeau du Royaume. Là un commando a pris la parole et il m'a insultée en personne. Ils ont dit l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture qui m'avait invitée est une belle association, mais que Mme Mangin est une femme horrible. Donc, voyez-vous un peu les méthodes du Makhzen qui cherche à m'empêcher de parler. On a été obligé de couper le micro et la soirée a été finie. Ils ne peuvent pas me faire taire, je continuerai à parler jusqu'à la fin.

-Vous qui êtes « au plus près » des détenus de Gdeim Izik. Qu'en est-il de leur situation ?

J'ai été interdite d'aller au Maroc depuis 2016 parce que les autorités marocaines écrivent au ministère français des Affaires étrangères qu'ils étaient souverains. Sauf que, ils le sont en France aussi. J'ai été expulsée du Maroc cinq fois. La quatrième fois, j'ai dit que s'ils venaient à le refaire, je vais observer une grève de la faim. Ce qui fut fait



Ph: Mourad Sid

et le ministère a été embêté. Le député communiste qui me soutenait alors au Parlement avait interpellé Jean-Yves Le Drian. Il lui a dit que Mme Mangin a accepté d'arrêter sa grève de la faim car elle était convaincue que le Gouvernement allait faire en sorte qu'elle obtienne son droit de visite. Mais, les autorités n'ont pas obtenu ce droit auprès du ministère marocain de l'Intérieur pour que je puisse y retourner. Par contre, ils m'ont reproché au téléphone que j'enregistrais des émissions sur la chaîne allemande « Deutsche Welle » concernant les Sahraouis. Je leur ai dit que vous n'allez quand même pas m'empêcher de parler en France et en

Europe où il y a la liberté d'expression. Je les avais mis dans la difficulté eux qui se couchaient devant le Maroc. Ils voulaient me faire taire, mais moi j'ai le droit de parole et je le ferai jusqu'à la fin.

Enfin, c'était dans le cadre des négociations menées par Horst Kohler (ancien envoyé du SG de l'ONU pour le Sahara occidental, ndlr) à Genève, entre 2018 et 2019, lorsque la question des prisonniers sahraouis était mise sur la table, qu'on m'a laissée partir pour deux jours. C'était extrêmement mal passé, pas en prison où j'étais bien avec mon mari. J'ai été assiégée et dénoncée par la presse de caniveau marocaine. La situa-

tion n'était finalement pas normalisée. Car, en essayant d'y retourner en 2019 j'ai été expulsée de nouveau. J'ai introduit un recours du tribunal de Rabat, mais la presse du Makhzen avait alors écrit que j'étais un danger pour la sécurité de l'Etat etc. Bien au Maroc il y a trois sujets tabous, à savoir le Sahara, la Religion et le Roi. Toute personne qui cherche à en parler elle est expulsée du pays.

Depuis juillet 2017, les prisonniers étaient dispersés dans sept prisons et leur situation s'est dégradée. Ils n'ont pas le droit de se faire soigner, de sortir dans la cour ou d'aller à la bibliothèque, alors que l'échange du courrier nous est interdit. En

conséquence, plusieurs d'entre eux ont observé une grève de la faim. D'ailleurs, il y a trois jeunes sahraouis qui sont en grève de la faim illimitée depuis le 20 février à la prison d'Ait Melloul sise à Agadir. A savoir ; Hussain Amador qui a pris 12 ans de prison et Abdelmoula El-Hafdi et Mohamed Dada qui ont écopé de 10 ans. Au Maroc, les prisonniers sont punis à des peines très lourdes. Ceux qui osent manifester pacifiquement encourent jusqu'à 15 ans. Mon mari n'était pas d'accord avec la grève en disant qu'elle détruit les prisonniers. Mais, au bout d'un moment les prisonniers ne savaient plus quoi faire pour essayer de sortir de cette situation. Donc, ils se mettent en danger encore un peu plus. Quant à mon mari, j'ai le droit de communiquer avec lui au téléphone deux fois par semaine. Il est surveillé par deux gardiens dont l'un d'entre eux parle français. Si ce dernier est absent, la communication ne peut pas avoir lieu.

C'est des moments très précieux bien sûr, mais je ne l'ai pas vu depuis quatre ans et je ne l'ai vu qu'une seule fois en sept ans. En sus, je n'ai pas le droit d'aller au Sahara occidental occupé et je ne peux pas voir mes neveux et nièces. Cela fait sept ans. Mes deux beaux-frères n'ont pas le droit de travailler parce qu'ils s'appellent Asfari. Ça aussi est un crime. C'est vraiment la vengeance coloniale dans toute sa splendeur.

Entretien réalisé par Farid Guellil

Pub

SPORTS

ÉLIMINATOIRES CAN-2024/ALGÉRIE-NIGER (22H00) À BARAKI

Poser un pied en Côte d'Ivoire dès ce soir

La sélection nationale ouvre une nouvelle page ce soir (22h00) à l'occasion de la réception de son homologue du Niger au stade Nelson-Mandela, dont elle va se produire aussi pour la première fois, dans le cadre de la 3e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2024) en Côte d'Ivoire.

Après une année 2022 à mettre aux oubliettes et au cours de laquelle les Verts ont essuyé d'amers échecs en CAN camerounaise et en barrages qualificatifs au Mondial, la bande à l'entraîneur Djamel Belmadi revient avec de nouvelles ambitions et surtout avec de nouveaux visages.

Ils sont d'ailleurs nombreux les joueurs n'ayant pas pris part à ces deux déconvenues et sur lesquels beaucoup d'espoirs sont fondés pour écrire une nouvelle page en lettres d'or du football algérien.

Une ambition somme toute logique au vu de la qualité des jeunes recrutés par Belmadi et qui sont partis pour défendre les couleurs nationales pendant de longues années. Cependant, il ne faut pas croire que le coach national va enclencher une révolution dans son onze type dès ce soir. L'homme, comme il l'a lui-même indiqué lors de sa précédente conférence de presse, entend les mettre progressivement dans le bain, histoire de leur permettre de s'adapter progressivement avec leur nou-



Ph: DR

vel environnement. Aussi, même si les nouveaux ont fait leurs preuves sur les terrains européens, ils risquent de trouver des difficultés pour s'adapter avec les conditions des matchs africains, notamment quand il s'agit de se produire dans des conditions climatiques délicates et sur des terrains impraticables. Belmadi l'a d'ailleurs lui-même évoqué dernièrement, en se voulant prudent et pas sûr de la réussite de tous les talents engagés dans un environnement auquel ils ne sont pas habitués.

Mais pour la double confrontation contre le Niger, les joueurs concernés, qui sont encadrés par des tauliers des Verts, en tête le capitaine Mahrez et le défenseur central Mandi, ne devraient pas rencontrer des problèmes de ce genre, vu que les deux matchs vont se jouer dans des conditions optimales au stade Nelson-Mandela, nouveau joyau du football algérien, ainsi qu'au stade Rades de Tunis, lundi prochain, pour le compte de la 4e journée, et où le Niger a choisi d'accueillir l'Algérie en raison de la non-homologation de son stade principal dans la capitale Niamey.

A propos de cette double confrontation, et dans son discours devant la presse,

Belmadi a mis en garde contre tout excès de confiance, soulignant que le Niger que la sélection algérienne A' a largement battu lors du dernier CHAN en Algérie, n'est pas le même que son équipe va affronter.

"Ceux qui croient que ça va être une simple formalité se trompent. On ne va pas affronter la sélection du Niger qui a participé au précédent CHAN. De cette équipe, il y a seulement deux ou trois joueurs qui font partie de la sélection A qui travaille sous la houlette de Cavalli depuis deux ans. On doit prendre très au sérieux cet adversaire, et faire en sorte de sceller notre qualification pour la prochaine CAN dès cette double confrontation", a insisté Belmadi.

Le coach national a répété le même discours devant ses joueurs qu'il a réunis au premier jour du stage qui a débuté dimanche dernier pour ouvrir ensemble une nouvelle ère de la sélection algérienne avide de renouer avec la victoire sachant qu'elle reste sur un nul à Oran et une défaite en Suède contre les sélection malienne et suédoise respectivement en novembre dernier en amical.

Hakim S.

Les nouveaux s'expriment

Les nouveaux joueurs appelés par Belmadi pour renforcer les rangs de la sélection nationale se disent tous honorés par cette convocation affichant de grandes ambitions pour contribuer dans le retour en force des Verts. C'est le cas de Rayan Ait Nouri qui s'est exprimé sur son choix de rejoindre la sélection: "Franchement j'ai été très bien accueilli par les joueurs, c'est un groupe très chaleureux. Le choix de l'Algérie vient du cœur, ça fait déjà un bout de temps que j'ai décidé de représenter l'Algérie, j'attendais d'avoir une discussion avec le coach pour mettre les choses au point. C'est avec beaucoup de fierté et d'ambition que j'honore ma première sélection. C'est bien d'avoir de la concurrence à mon poste (latéral gauche, ndlr), je vais donner le maximum de mes capacités pour gagner ma place. J'ai hâte de jouer mon premier match face au Niger d'autant plus qu'il y aura ma famille dans le stade", a-t-il dit.

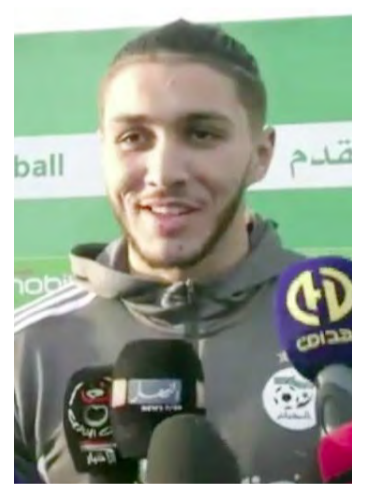
Même son de cloche chez l'autre néo-arrière gauche des Verts, Jaouen Hadjam: "C'est une grande fierté de représenter l'Algérie, j'ai été agréablement surpris par les installa-



tions et la manière dont nous avons été accueillis notamment par le peuple algérien sur les réseaux sociaux, ça donne de la force pour la suite. C'était un rêve d'enfant d'intégrer cette équipe avec des grands joueurs comme Mahrez, Bennacer, Bensebaini qui ont gagné la CAN 2019. Je ne réalise pas encore mais je vais donner le maximum pour aider l'équipe à progresser. J'ai décliné les espoirs de l'équipe de France pour une grande équipe qui est l'Algérie. La concurrence y'en a partout en club où en sélection je suis prêt à relever les défis et accepter les choix du coach."



a-t-il promis. Pour sa part, le seul joueur du championnat algérien présent dans le stage, en l'occurrence le capitaine de l'USM Alger, Zinedine Belaid a déclaré: "C'est un honneur d'être convoqué en équipe nationale première, je remercie le coach Belmadi pour la confiance placée en moi. En étant le seul joueur local dans le groupe j'espère être à la hauteur des attentes et ainsi ouvrir la porte aux autres joueurs locaux pour intégrer l'équipe nationale A. Le coach m'a mis en confiance et m'a demandé de prouver ma place dans le groupe en démontrant mon niveau sur le



terrain. La double confrontation face au Niger est importante pour assurer la qualification à la phase finale de la CAN en Côte d'Ivoire."

Le néo-latéral droit des Verts, Kevin Guitoun, lui, a affirmé avoir hâte de disputer son premier match devant le public Algérien: « J'ai été très bien accueilli par le groupe qui m'a beaucoup facilité les choses. Je vais donner le maximum pour aider l'équipe à progresser et j'ai hâte de jouer mon premier match devant le public algérien. Je vais me donner à fond et si le coach a besoin de moi je serai à sa disposition. », a-t-il assuré. **H. S.**

TLEMCCEN. MAGHNIA

Ruée sur les magasins de vente des épices

La ville de Maghnia (Tlemcen) connaît ces derniers jours une grande affluence de citoyens sur les commerces des épices et autres produits aromatiques très demandés dans la préparation de mets durant le mois sacré de Ramadhan où chaque ménagère s'ingénie à mettre les petits plats dans les grands.

Le commerce florissant des épices du centre-ville de Maghnia attire, en effet, foule à la veille du mois sacré de Ramadhan. De nombreux citoyens issus de la wilaya et de ses environs, voire même des différentes wilayas du pays, y affluent pour faire le plein en épices et autres condiments de qualité qui font la réputation de la région. Les citoyens de différentes wilayas du pays affluent aux boutiques dédiées à la vente d'épices dans le centre-ville de Maghnia, où le commerce fleurit avant et pendant le mois de Ramadhan, compte tenu de la spécialisation de vendeurs dans la commercialisation de diverses variétés d'épices et autres substances aromatiques alimentaires de qualité. Les commerçants ne ratent aucune occasion pour faire étalage de leurs produits aux différentes couleurs et dont le parfum caractéristique de chaque épice chatouille l'odorat et ne laisse pas indifférent le passant. C'est à la criée qu'ils proposent la variété de leurs substances et condiments aux clients. Ils vont même jusqu'à présenter l'assaisonnement propre à chaque plat, allant du ragoût de poulet ou de viande rouge, en passant par la h'ira dont l'ail et l'oignon séchés sont indispensables dans la préparation de cette soupe très réputée dans la région, aux côtés de mets délicats sucrés/salés qui ne peuvent se



passer d'épices et autres graines incontournables pour relever leur goût. Certains vendeurs de Maghnia vont jusqu'à se spécialiser dans la commercialisation des épices via des sites de réseaux sociaux, tout en assurant un service de livraison aux clients dans toutes les wilayas, a indiqué à l'APS l'un d'eux, soulignant que "cette méthode permet de promouvoir nos produits dans tout le pays, en gagnant des clients qui honorent leurs commandes via la poste pour se les faire livrer à domicile". Les clients se rendent également dans les magasins d'épices de Maghnia pour acheter des fruits secs dont les pruneaux, les abricots, l'ananas, le kiwi, les fraises, les figues et les noix utilisés dans la cuisson, le premier jour de Ramadhan, du plat traditionnel sucré, de même que les olives, les cornichons, le citron confit, entre autres pour embellir la table de l'iftar. Ces boutiques commercialisent également des produits de poterie tels que les

marmites et les couscoussiers, en plus des produits fabriqués à base d'alfa utilisés pour cuire et servir le pain. De leur côté, les marchés des fruits et légumes de Tlemcen connaissent une affluence considérable pour l'achat de diverses fournitures nécessaires à la préparation du mois de Ramadhan. En effet, l'ambiance du marché couvert du centre-ville se caractérise par l'activité et une grande dynamique de la part des commerçants et vendeurs pour répondre aux désirs des clients en leur fournissant tous les produits dont ils ont besoin, comme les légumes, les fruits, les viandes et autres. Les citoyens affluent également au "Marché de la Rahma", inauguré en fin de semaine dernière au Palais des expositions du quartier "Koudia" à Tlemcen, pour s'y approvisionner, à des prix raisonnables, en plus de la garantie de la disponibilité des produits très demandés pendant le Ramadhan, de l'aveu de différents citoyens.

TIZI-OUZOU. SANTÉ

Impact "néгатif" de la Covid-19 sur le traitement de la tuberculose

La pandémie de la Covid-19 a eu un impact "néгатif" sur le traitement de la tuberculose, a soutenu mardi une spécialiste, responsable au service prévention de la direction de la santé (DSP), à l'occasion de la journée internationale de lutte contre cette pathologie. Intervenant lors d'une journée d'information organisée par le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Nedir Mohamed, Dr Sadjia Chekroun a indiqué que "l'interruption forcée des traitements pour cause de la mesure de confine-

ment adoptée pour lutter contre la propagation de la Covid-19 a eu des conséquences négatives sur le traitement de la tuberculose". "Les patients se sont retrouvés dans l'incapacité de suivre leurs traitements, et pratiquement l'ensemble des services d'hospitalisation étaient, également, dédiés à la lutte contre la Covid", a-t-elle expliqué. La spécialiste a souligné que les conséquences de cette situation ont été observées dans la période post-Covid, "à travers l'augmentation des cas dia-

gnostiques". Dr Chekroun avance le chiffre de 230 cas de tuberculeux recensés au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou en 2021 et souligne également des cas de "résistances" au traitement et des "complications" rencontrées en raison de l'inefficacité des médicaments dont la prise a été interrompue. Par ailleurs, la responsable de la prévention à la DSP a estimé que "la lutte contre la tuberculose est, globalement, efficace grâce, notamment, au plan national de lutte contre cette patho-

logie, et qui rend certains vaccins, comme le BCG, obligatoire dès la naissance, ce qui prémunit la population de beaucoup de contaminations". Dr Chekroun a souligné, à l'occasion, que la wilaya de Tizi-Ouzou est parmi "les mieux classées" au niveau national en termes de rigueur de la prise en charge des tuberculeux, et aussi de la prévalence de contamination (7 cas/100.000 habitants pour la tuberculose pulmonaire et 18,2/100.000 pour la tuberculose extra-pulmonaire).

MILA. CONSERVATION DES FORÊTS

Programme d'ouverture de 110 km de pistes forestières

La conservation des forêts de la wilaya de Mila a bénéficié au titre de l'année courante, d'un programme d'ouverture de pistes forestières de 110 km à travers plusieurs communes, a-t-on indiqué mardi, à la pépinière Chahid Mohieddine Zouaghi, dans la commune de Sidi Merouane, qui a abrité la célébration de la journée internationale des forêts. Selon les explications présentées aux autorités locales, à leur tête le secrétaire général de la wilaya, Abdelkader Selmi, 231 millions DA ont été alloués au titre du programme 2023, pour des travaux d'aménagement et d'ouverture de pistes qui débiteront dès l'achèvement de procédures règle-

mentaires. Selon la même source, ce montant se répartit en plusieurs tranches, 120 millions DA pour les travaux d'aménagement de 60 km de pistes forestières dans 15 communes et 111 millions DA pour l'ouverture de 50 km de pistes dans 14 wilayas. Les services de la conservation des forêts ont indiqué en outre, que les travaux une fois achevés, permettront de rompre l'enclavement de plusieurs localités dans ces communes, considérées comme des zones d'ombre. La conservation des forêts de la wilaya de Mila a bénéficié également au titre du programme 2023, de travaux sylvestres portant sur 500 ha de forêts, dans 16 communes sur

les 32 que compte la wilaya, une opération qui mobilisera 35 millions DA destinés à assainir l'état du couvert forestier et stopper les parasites attaquant les arbres. Dans le cadre de la prévention des feux de forêts, une enveloppe de 10 millions DA a été allouée pour la restauration de cinq postes de vigie dans cinq communes, a-t-on souligné.

A noter que la journée internationale des forêts a donné lieu à une campagne de reboisement à la pépinière publique chahid Mohieddine Zouaghi, à proximité du barrage de Béni Haroun, ouverte au public pour la circonstance, afin de présenter ses activités.

TLEMCCEN. CONCOURS

Lancement du "Prix Génération Tourisme" des jeunes entrepreneurs

Un concours "Prix Génération Tourisme" a été lancé au profit des jeunes entrepreneurs dans le domaine du tourisme à travers Tlemcen et trois autres wilayas pilotes, selon un communiqué publié, mardi, par le programme de coopération "Génération Tourisme", initiateur du concours. Ce concours concerne les jeunes de 18 à 35 ans résidant dans les wilayas de Tlemcen, Djanet, Sétif et Timimoune, autour meilleurs projets créatifs dans le domaine de l'environnement et tout ce qui touche à la protection de la biodiversité et des ressources naturelles et à la gestion et valorisation des déchets dans les sites touristiques et autres, a précisé la même source. Il s'agit également de projets valorisant les talents des jeunes femmes qui créent des activités génératrices de revenus ayant un impact social important dans leur région, ainsi que des activités qui contribuent à la valorisation et à la promotion du patrimoine culturel matériel et immatériel. Les entrepreneurs intéressés, notamment les responsables d'entreprises et de startups, les porteurs de projets et les artisans peuvent trouver toutes les informations relatives à ce concours sur le site internet et les pages des réseaux sociaux du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, de l'Union européenne et du Programme "Génération Tourisme". Génération Tourisme est un programme de coopération entre l'Algérie et l'Union européenne au profit du ministère du Tourisme et de l'Artisanat visant à améliorer la gestion locale du secteur touristique et à renforcer la participation des jeunes au développement du tourisme local à travers des projets innovants.

SIDI BEL-ABBÈS. RAMADHAN

Ouverture de cinq marchés de produits alimentaires

Cinq marchés de vente de produits alimentaires ont été ouverts dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, en prévision du Ramadhan, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Un programme a été mis en œuvre pour garantir l'approvisionnement de ces marchés répartis à travers les communes de Sidi Bel-Abbès, Sfisef, Benbadis et Ras El Ma en produits de large consommation et autres durant le mois sacré, dans le cadre des efforts déployés pour réguler le marché, lutter contre la spéculation et fournir des marchandises à des prix compétitifs. Ces marchés enregistrent la participation de différents opérateurs économiques et producteurs de fruits et légumes. S'agissant de la disponibilité des produits du lait et dérivés, cinq points de vente du groupe public "Giplait" ont été ouverts à Sidi Bel-Abbès et Telmouny, afin d'assurer une distribution permanente du lait. La laiterie Giplait a bénéficié d'un quota supplémentaire estimé à 60 tonnes de lait en poudre pour atteindre une production quotidienne de 140.000 litres de lait subventionné.

RUSSIE-CHINE

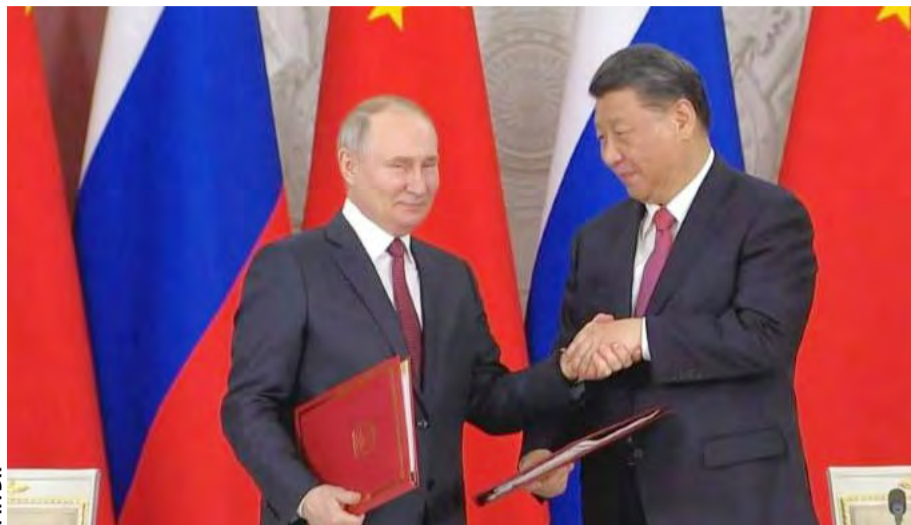
Poutine et Xi célèbrent leur relation "spéciale" face aux Occidentaux

Vladimir Poutine et Xi Jinping ont loué mardi l'entrée dans une "nouvelle ère" de leur relation "spéciale" face aux Occidentaux, le président russe appuyant prudemment le plan chinois pour régler le conflit en Ukraine, tout en accusant Kiev de le rejeter.

L'initiative chinoise, qui préconise des pourparlers de paix, comporte des éléments qui peuvent "servir de base à un règlement pacifique (du conflit), quand ils y seront prêts en Occident et à Kiev", a lancé M. Poutine. "Toutefois, nous n'observons pas pour l'heure une telle disposition de leur côté", a-t-il ajouté, au côté de M. Xi qui, pour sa part, a souligné que Pékin était "pour la paix et le dialogue" en Ukraine. A Kiev, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a dit avoir "invité" la Chine à faire partie du règlement du conflit et "attendre sa réponse", ajoutant "recevoir des signaux mais rien de concret". MM. Poutine et Xi s'exprimaient après un sommet au Kremlin qui, en l'absence de percée sur l'Ukraine, visait avant tout à démontrer la solidité des relations entre la Russie et la Chine, dans un contexte de vives tensions entre ces pays et les Occidentaux. Le président chinois a ainsi estimé que les relations entre Pékin et Moscou entraînent dans "une nouvelle ère", après avoir signé avec son homologue russe une déclaration sur "l'approfondissement du partenariat stratégique" russo-chinois. Le maître du Kremlin, qui a déroulé le tapis rouge à M. Xi pour cette visite d'Etat s'achevant mercredi, a salué la "nature spéciale des relations russo-chinoises".

"POSSIBILITÉS ILLIMITÉES"

Dans une déclaration commune aux accents de guerre froide, les deux dirigeants ont aussi vivement attaqué l'Occident, accusant les Etats-Unis de "saper" la sécurité internationale pour conserver leur "avantage militaire", et exprimé leur "pré-occupation" face à la présence croissante de l'Otan en Asie. Autre écho à la guerre froide, la Russie et la Chine ont affirmé qu'une guerre nucléaire ne devait "jamais" avoir lieu, dans la déclaration signée par MM. Poutine et Xi. Le président russe a aussi menacé de "répliquer" si Londres fournit à l'Ukraine des obus contenant de l'uranium appauvri, comme cela a été évoqué par une responsable britannique. Il a été nettement plus chaleureux avec son hôte chinois, lui donnant du "cher ami" et



du "camarade Xi". Les deux dirigeants ont même trinqué au cours d'un dîner d'Etat à la "prospérité" des peuples russe et chinois. "La coopération russo-chinoise a des possibilités et des perspectives vraiment illimitées", s'est exclamé M. Poutine pendant ce repas. Le déplacement à Moscou de M. Xi constitue un soutien important au chef de l'Etat russe qui est visé depuis la semaine dernière par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI). Traité en paria par les Occidentaux depuis le début du conflit en Ukraine, M. Poutine peut compter sur Pékin pour briser l'isolement : M. Xi l'a ainsi invité à se rendre en Chine cette année.

KISHIDA EN UKRAINE

Hasard du calendrier ? Alors que M. Xi montrait son soutien à Moscou, le Premier ministre japonais Fumio Kishida est arrivé mardi en Ukraine, où M. Zelensky a salué un "défenseur puissant de l'ordre international". M. Kishida est en particulier allé dans la ville-martyre de Boutcha, près de Kiev, où des soldats russes sont accusés d'avoir commis des atrocités lorsqu'ils l'occupaient, et a exprimé son "indignation". "Le principal sujet que nous avons abordé est la sécurité", a indiqué le président Zelensky dans son message internet quotidien. "Nous avons discuté des moyens d'accroître les sanctions envers la Russie et de comment restaurer la justice après l'agression russe". Il a annoncé qu'il participerait en visioconférence au sommet du G7 prévu pour mai à Hiroshima. M. Kishida était le seul des chefs d'Etat ou de gouvernement dans ce groupe de sept pays parmi les plus industrialisés de la planète à ne pas encore avoir effectué un voyage

dans la capitale ukrainienne depuis le début du conflit en février 2022. Autre manifestation de soutien mardi soir, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé être parvenu à un accord avec le gouvernement ukrainien en vue de la mise en place d'un plan d'aide d'un montant total de 15,6 milliards de dollars. Face à la médiation chinoise sur l'Ukraine, les alliés de Kiev ont globalement exprimé leur scepticisme. "On ne peut pas raisonnablement considérer que la Chine soit impartiale" en ce qui concerne l'Ukraine, a déclaré un porte-parole de la Maison Blanche. Pékin "n'a pas condamné" l'invasion russe, "n'a pas arrêté d'acheter du pétrole russe" a dit John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche. Il a par ailleurs accusé Pékin de "répercuter la propagande russe" sur le fait que la guerre en Ukraine serait le résultat d'une agression occidentale.

ACCORD GAZIER

Au-delà des considérations stratégiques, la rencontre entre M. Poutine et Xi a consacré le renforcement du partenariat économique entre leurs deux pays, notamment sur le plan des hydrocarbures. La visite du président chinois en Russie intervient au moment où cette dernière a massivement réorienté son économie vers la Chine, face aux sanctions occidentales dont elle est la cible.

Dans ce contexte, M. Poutine a annoncé mardi avoir trouvé un accord avec M. Xi sur le gigantesque projet de gazoduc Force de Sibérie 2, qui permettra à la Russie de fournir 50 milliards de mètres cubes de gaz supplémentaires par an. Comme un symbole, le géant russe Gazprom a annoncé mardi avoir livré la veille une quantité "record" de gaz via le gazoduc transfrontalier "Force de Sibérie".

VENEZUELA

19 fonctionnaires arrêtés dans le cadre d'une politique anti-corruption

Au moins 19 fonctionnaires ont été arrêtés au Venezuela dans le cadre de la "croisade" anti-corruption qui a fait tomber le ministre du Pétrole, a annoncé mardi Jorge Rodríguez, le président du Parlement, lors d'une séance consacrée à l'affaire. "Jusqu'à présent, 19 personnes ont été arrêtées et je suis sûr que d'autres le seront", a déclaré M. Rodríguez alors que l'Assemblée a voté son soutien à la Police nationale anticorruption (PNCC) dans sa "croisade" qui touche notamment l'énorme compagnie pétrolière publique Petroleos de Venezuela

(PDVSA). L'Assemblée a aussi voté à l'unanimité la levée de l'immunité parlementaire du député Hugoberto Roa, arrêté dimanche et accusé de corruption. Celui-ci est un proche de l'ex-ministre du pétrole, Tareck El Aissami, qui a démissionné lundi dans le cadre de l'opération. Cet ancien ministre de l'Enseignement universitaire, des Sciences et de la Technologie, est l'un des créateurs de la crypto-monnaie vénézuélienne Petro, adossée aux vastes réserves de brut du pays. "Nous avons levé l'immunité parlementaire de certains députés, certains ont démissionné parce qu'ils

sont impliqués dans des délits graves comme le trafic de drogue", a déclaré Diosdado Cabello, premier vice-président du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), et considéré comme le numéro deux du pouvoir vénézuélien derrière le président Nicolas Maduro. Le président Maduro, qui a déjà lancé des opérations anti-corruption par le passé, a indiqué lundi que les enquêtes avaient commencé en octobre. Il s'était notamment interrogé sur le train de vie de ces hauts fonctionnaires qui vivaient, selon lui, comme de "nouveaux riches" dans "l'extravagance".

Pub

SÉISME EN AFGHANISTAN ET PAKISTAN Au moins 13 morts

Au moins 13 personnes ont péri dans le tremblement de terre ressenti mardi soir surtout en Afghanistan et au Pakistan, un bilan éloigné des pertes humaines massives auxquelles la région est habituée après une secousse d'une telle force. Il était 21h17, heure locale en Afghanistan, (16h47 GMT) quand la terre a tremblé mardi soir pendant de longues secondes. De magnitude 6.5, le séisme s'est produit dans la région montagneuse de l'Hindu Kush, près de la jonction des plaques tectoniques eurasiennne et indienne. Mercredi, dans le district de Jorm en Afghanistan, épicentre du séisme, "entre 2.000 et 3.000 personnes" ont passé la nuit dehors, témoigne Inamullah, un habitant du village de Soch. "Nous avons tous eu peur et sommes restés éveillés toute la nuit (...) Il faisait froid, mais nous étions tellement effrayés et horrifiés que nous n'avons même pas senti le froid", explique ce fermier de 40 ans. "Nous ne savons plus où vivre maintenant. Personne ne nous a donné de tentes et personne n'est venu nous rendre visite pour s'enquérir de notre situation", déplorait mercredi Saeed Mayideen, un autre agriculteur du village. L'épicentre a été localisé dans le nord-est de l'Afghanistan à la frontière avec le Pakistan et le Tadjikistan, et à une profondeur de 187 km, selon l'Institut sismologique américain USGS. Les autorités afghanes ont recensé mercredi quatre morts dont un bébé et 75 blessés, selon un bilan provisoire. Quelque 150 maisons ont été partiellement ou totalement détruites et deux personnes sont décédées dans cette province de l'est de l'Afghanistan, selon Khair Mohammad Ghazi, directeur de la gestion des catastrophes. Les liaisons téléphoniques et internet vers les régions reculées de ce pays pauvre et largement rural ont été coupées ce qui rend difficile la communication, mais le bilan, encore provisoire, est loin d'atteindre celui de juin dernier. Un tremblement de terre de magnitude 5,9 avait coûté la vie à plus de 1.000 afghans et des dizaines de milliers de personnes s'étaient retrouvées sans abri. Ce séisme qui avait frappé la province pauvre de Paktika (sud-est) demeure le plus meurtrier du pays depuis près d'un quart de siècle. Au Pakistan, les autorités de la province de Khyber Paktuhkwa, au nord de la capitale, ont annoncé mercredi que neuf personnes avaient été tuées dans le tremblement de terre, dont deux femmes et deux enfants.

RAMADHAN

De grands noms du cinéma et de la télévision de retour sur le petit écran

Ils seront nombreux, figures du cinéma et de la télévision algérienne, à renouer avec leur public à travers le petit écran, à la faveur d'un programme de production prolifique annoncé par les différentes chaînes de télévision pour le mois sacré de Ramadhan.

Comme chaque année depuis le lancement des "sketchs chorbâ" les chaînes de télévision algériennes, publiques et privées, rivalisent d'ingéniosité pour proposer séries, sitcom, et autres programmes comiques aux téléspectateurs. Cette année de nombreuses figures du cinéma et de la télévision, et parfois même du théâtre, algérienne vont renouer avec les téléspectateurs pendant le mois sacré de Ramadhan. Des acteurs comme Beyouna, qui signe son retour dans plusieurs productions, Bahia Rachedi, Rym Takoucht, Samia Meziane, Fatma Hlilou, Hassan Benzerari, Boualem Bennani, Mustapha Laribi, ou encore Nabil Asli, occuperont le petit écran durant ce mois. Des noms plus connus dans le 4e art comme Sabrina koreichi, Tarek Bouarara, Mohamed Fri-mehdi, Benabdallah Djellab ou encore Fodhil Assoul seront également au rendez-vous. Le duo Sarah Bertima, au scénario, et Yahia Mouzahem à la réalisation, qui avaient connu un grand succès avec la sitcom "Timoucha" reviennent également avec une production des plus prometteuses intitulées "Dama", au même titre que le réalisateur le plus attendu, Djafar Gacem qui signe une nouvelle production. De nombreuses productions distribuent également de jeunes talents, certains plus connus que d'autres, et ouvrent les portes de la télévision à de



PH: DR

nouveaux talents et créateurs de contenus. Dans les fiches techniques des productions annoncées pour le mois sacré, quelques réalisateurs et producteurs de cinéma proposent leurs travaux à la télévision dont Yahia Mouzahem, cinéaste habitué des produits télé, Mehdi Tsabbast qui avait signé le film historique "Dzair", ou encore le jeune Mohamed Benabdallah, réalisateur de

plusieurs courts métrage et de la fiction "Halim Errâad". Pour sa part la télévision nationale propose à travers les chaînes du groupe un riche programme de séries, sitcom et émissions, avec les très attendus "Dama" de Yahia Mouzahem, qui explore le quartier mythique de Bab El-Oued, "Harat Echouhada" de Mehdi Tsabbast, qui distribue le grand comédien Benabdallah

Djellab, le drame social "Acif Ntzizoua" de Idris Ben Chernine, et la mini série "Izouran" de Boubkeur Slimane. L'Etablissement public de télévision propose également huit sitcom, dont "Mayna" de Walid Bouchebah", servis par un casting comptant, entre autres, Sabrina koreichi, Malika Belbey, Hakim Dekkar, et Lamri Kaouane. Cependant, cette production prolifique soulève depuis de nombreuses années la problématique de la "production télévisuelle occasionnelle", professionnels et observateurs s'accordent à relever "l'engouement des chaînes de télévision pour la production à diffuser pendant le mois sacré alors que cette dernière diminue très significativement le reste de l'année". Ramadhan oblige, les télévisions rivalisent aussi de créativité pour élaborer des émissions culinaires intéressantes et originales impliquant parfois des célébrités ou proposant un contenu à la croisée des chemins entre la promotion de la destination Algérie et du patrimoine culinaire.

Spectacles variés au programme du TNA

Un programme d'animation varié a été concocté par le Théâtre national Mahied-dine-Bachtarzi (TNA), pour le mois sacré de Ramadhan, oscillant entre pièces de théâtre, récitals de musique andalouse et chaabi, ainsi que des rencontres littéraires et poétiques. S'étalant du 27 mars au 18 avril 2023, plusieurs spectacles de différents genres s'adressant à un large public, sont prévus durant les soirées du mois de Ramadhan, avec en ouverture "El Halqa", un montage théâtral sur des extraits de pièces de Abdelkader Alloula, conjointement produit par le TNA et le Théâtre régional d'Oran (TRO), en hommage à Abdelkader Alloula, une reconnaissance que connaîtront également les comédiennes Bahia Rachedi et Fadéla Hachmaoui lors d'une soirée qui leur sera dédiée, organisée par l'association du troisième millénaire. Dans le même élan dédié au 4e Art, le public aura à apprécier les spectacles, "Le serment des amis" du Théâtre régional de Annaba, "Des amis de l'espace" de l'Association Mahfoud-Touahri pour les Arts dramatiques de Miliana, "El-Azeb" du TRO, "Leflouka" de l'association "Le cri du théâtre" de Skikda, ainsi que

les monologues, "Teyoucha" et "Kadra à la ch'qaha" de Nesrine Belhadj, en plus de "Saâ dahk" de Zoubir Belhor et "Tafaddali ya anissa" de Lamri Kaouane. Le jeune public n'étant pas en reste, se délectera avec les pièces, "Le miroir du roi", de la troupe artistique "El-Badi", "Loundja" de l'association culturelle "Jeunesse et Arts" et "El-haggar, wen'nekkar wen'niya" de la coopérative "Port Saïd". Côté soirées musicales, le public algérois sera au rendez-vous avec une pléiade d'artistes de renoms dans les genres, andalous, chaabi, et variétés algériennes, à l'instar de Chaou Abdelkader, Hassiba Amrouche, Lila Borsali, Abbas Righi, Manal Gherbi et une comédie musicale conduite par l'association "Ahl El-Fen". Par ailleurs, les rencontres littéraires et poétiques "Madjaliss Bachtarzi", animées par Abderrezak Boukebbba, aborderont des thématiques sur l'écriture du texte et de la compositions musicale comme éléments dramaturgiques dans le 4e art, au-delà d'un spectacle de danse intitulé "El-âawda baâd es'sefâa" (le retour après la gifle), du TNA, avec la participation de la troupe "Boudhour", pour les Arts, le théâtre et les jeunes talents algériens.

ALGER

Rencontre sur la poésie et son rapport à la société

Les préférences du lectorat algérien et son rapport à la poésie était au cœur d'une rencontre organisée mardi à Alger à l'occasion de la Journée internationale de la poésie, et qui a relevé le manque d'intérêt par les lecteurs et les éditeurs pour ces publications, et une orientation des lecteurs vers d'autres formes de création plus réalistes. Organisée par les Editions Anep, la rencontre a permis aux poètes Lamis Saidi, Rabah Kadour et Alima Abdhat, de partager leurs expériences singulières avec le public de la Librairie Chaïb Dzair. La poétesse Alima Abdhat a fait remarquer que la poésie, est un "genre littéraire à part entière qui continue d'exister et d'influencer d'abord par son oralité", et qui reste "omniprésent" dans les autres formes d'expression artistique, notamment la chanson, les arts plastiques et le théâtre. Estimant que l'Algérie recèle un patrimoine de poésie

populaire riche et varié, la poétesse, auteure du recueil "Puisque tu es la mer", soutient que les textes poétiques, un terreau dont ont toujours puisé les chanteurs, ont réussi à résister malgré l'oralité. Ils ont permis de transmettre un legs ancestral, en citant les œuvres de Lakhdar Benkhelouf, Si Mohand Ou M'hand ou encore Mohamed Ben Guitoun. Pour sa part, la poétesse Lamis Saidi souligne que la poésie, aujourd'hui, "n'a pas toute sa place" dans la société qui s'intéresse plus à la création littéraire qui propose une "approche de vivre ou une façon de faire", contrairement à la poésie qui, elle, pose des questionnements et des problématiques.

Elle considère que la poésie influence dans la manière de vivre et de créer dans les domaines artistiques comme le théâtre et le cinéma, notant que ce genre est "la forme de création la plus difficile" car elle

démontre de la langue, un outil commun à tout le monde, pour créer des images et susciter des émotions.

À la question du tirage du texte poétique jugé faible, la poétesse qui a édité ses recueils en Algérie et à l'étranger, soutient que les poèmes s'adressent plus à l'oreille, arguant que même "les grands poètes ne font pas de grands tirages". Le poète d'expression amazighe, Rabah Kadour, a quant à lui, déploré le "manque d'intérêt" de certains éditeurs pour la poésie qui, dit-il, n'attire pas (selon les éditeurs) un lectorat "important". Pourtant, ce jeune poète lauréat du Prix du président de la République de la littérature amazighe, admet que les textes poétiques du poète Si Mohand Ou M'hand ont survécu grâce à la transmission orale de génération en génération avant que des chercheurs comme Mouloud Mammeri, les rassemble dans un ouvrage.

MASCARA

Présentation de la pièce "Tourab El-Djounoun" du théâtre régional de Béchar

La pièce "Tourab El-Djounoun", une production du théâtre régional "Ben-dehina Mahfoudh" de Béchar, a été présentée mardi au théâtre régional "Bachir Zahaf" de Mascara dans le cadre du soixantenaire de l'indépendance du pays. La représentation théâtrale, écrite par Hicham Boussahla et mise en scène par Mokhtar Hocine, décrit un ensemble de manouvriers de la mine de Kenadsa, dans la wilaya de Béchar, durant la période coloniale et le traitement inhumain par un colon français. Les mineurs décidèrent de réagir en faisant grève pour protester contre leurs conditions de travail et contre le mépris et le traitement inhumain de leur patron, avant de choisir de rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) pour combattre le colonisateur... Le metteur en scène a souligné, dans une déclaration à l'APS, que cette œuvre théâtrale, inspirée de faits réels, est une récente production du théâtre régional de Béchar réalisée dans le cadre du programme de célébration du soixantenaire de l'indépendance. Mokhtar Hocine a fait état de la programmation de cette représentation théâtrale durant le mois ramadhan dans neuf wilayas du pays.

EL-MÉNIÂA

Formation des cadres du musée sur la conservation du patrimoine

Une session de formation sur la conservation et l'entretien des objets archéologiques et d'art a été organisée dernièrement en direction des cadres et personnels du musée public national de la wilaya d'El-Méniâa, a-t-on appris mardi des responsables de cet établissement culturel. Encadré par des spécialistes du musée public national "Ahmed Zabana" d'Oran, ce regroupement, retenu au titre des échanges d'expériences entre musées en application des directives du ministère de la Culture et des Arts, tend à perfectionner les connaissances des cadres du musée afférentes aux techniques d'entretien, de conservation et de recensement des objets d'arts, a souligné la directrice du musée, Oum-El-Khir Hamel. Cette opération de cinq jours intervient concomitamment avec la saison touristique saharienne marquée d'affluence de touristes locaux et étrangers vers la région, état de fait requiert, a-t-elle dit, des préparatifs minutieux pour vulgariser le patrimoine matériel et immatériel en direction des visiteurs. Cet établissement culturel de la wilaya d'El-Méniâa, traitant l'ère préhistorique, renferme près de 146 000 objets archéologiques, issus de différentes régions du pays, dont un millier de pièces sont exposées, a expliqué la même responsable. Pour sa part, la présidente du service d'inventaire au musée "Ahmed Zabana" d'Oran, Mme Feiza Guella, a indiqué que cette session s'est déroulée, outre les travaux théoriques et pratiques, en ateliers dédiés à l'examen des thèmes liés à la géologie et ethnographie, axes nécessaires à maîtriser par les cadres du musée. La cheffe de service de la conservation à la même structure d'Oran, Khira Bridji, a indiqué que le volet d'inventaire revêt une grande importance aux activités culturelles au musée à même de faciliter l'entretien et la conservation des objets et pièces archéologiques.



CAGNOTTE

HIPPODROME ÉMIR ABDELKADER - ZEMMOURI
JEUDI 23 MARS 2023 - PRIX : ALLO SLY- TROT ATTELÉ
DISTANCE : 2 300 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 15H00
TIERCÉ - QUARTÉ-QUINTÉ

Le quinté de ce jeudi est un vrai casse-tête

Un vrai casse-tête le quinté de ce jeudi 23 mars à l'hippodrome de Zemmouri avec ce prix Allo Sly, réservé pour les chevaux demi-sang trotteurs français n'ayant pas totalisé la somme de 145.000 DA en gains et places depuis juillet passé. La présence des deux cracks : Amicalement Notre et American Jones qui accusent tous deux une assez longue absence des pistes, d'autant qu'ils n'ont même pas terminé leur parcours lors de leur dernière sortie. Cela dit, nous pouvons que vous conseiller de bien lire nos commentaires.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. BEGUIN MESLOIS. Au premier poteau, il garde des chances intactes pour les places. assez probable.

2. AMI PIERROT. Je trouve qu'il est toujours confronté à une tâche difficile. Pas évident.

3. AMERICAN JONES. Un cheval trotteur qui reste plus de six mois sans courir, en plus de son âge 13 ans, reste difficile à situer d'autant que lors de sa dernière sortie, il n'a pas terminé son parcours. Peu probable.

4. DELINE GALBE. Elle vient de surprendre en dernier lieu en terminant cinquième lors du quinté passé avec un lot mieux huppé. Méfiance malgré son changement de drive.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	DRIVERS	DIST	ENTRAÎNEURS
A. BENHABRIA	1	BEGUIN MESLOIS	A. BENHABRIA	2300	PROPRIÉTAIRE
LE PETIT HARAS	2	AMI PIERROT	H. AGUENOU	2300	H. AGUENOU
T. BELHABCHIA	3	AMERICAN JONES	T. BELHABCHIA	2300	PROPRIÉTAIRE
Y. MEZIANI	4	DELINE GALBE	SM . MEZIANI	2300	PROPRIÉTAIRE
B. SAFSAF	5	VICTOIRE DU VERGER (0)	C. SAFSAF	2300	C. SAFSAF
MME. SMIDA	6	CO LOVELY CATH (0)	N. MEZIANI	2300	PROPRIÉTAIRE
O. ABBES/SA.FOUZE	7	CALYPSE DE GUEZ	ABM. BOUBAKRI	2300	R. FOUZER
A. TIAR	8	AMICALEMENT NOTRE (0)	N. TIAR	2300	PROPRIÉTAIRE
HAMDANI/SMIDA	9	VASCO DU GITE (0)	S. SAHRAOUI	2325	S. SAHRAOUI
M. BENDJEKIDEL	10	ADRENALINE DU VEY	AL. BENDJEKIDEL	2325	PROPRIÉTAIRE
T. CHAABANE	11	VIC D'YVEL	A. SAHRAOUI	2350	MS. CHAABANE
Y. MEZIANI	12	FRENCH DESIGN (0)	Y. MEZIANI	2350	PROPRIÉTAIRE
A. AZZOUZ	13	DRAGA D'ALOUATTE	M. BENCHOUK	2350	N. TARZOUT

5. VICTOIRE DU VERGER. Rien de probant. Barré.

6. CO LOVELY CATCH. Tâche assez difficile.

7. CALYPSE DE GUEZ. Un outsider assez lointain.

8. AMICALEMENT NOTRE. Ce crack n'a pas terminé son parcours le 01.12.2022 et n'a plus été revu en piste, alors qu'il était déjà absent des pistes depuis mars 2022, soit en une année, il n'a couru qu'une seule fois. Tâche délicate.

9. VASCO DU GITE. Sur sa forme, il n'aura aucun souci à disputer les meilleures places du podium.

À reprendre.

10. ADRENALINE DU VEY. Tâche difficile.

11. VIC D'YVEL. Ce trotteur n'a pas été revu en piste depuis le 29.9.2022, au mieux, on peut le cocher tout

juste pour une cinquième place.

12. FRENCH DESIGN. Tâche assez délicate. À revoir.

13. DRAGA D'ALOUATTE. Le recul peut lui être fatal. À revoir.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

9. VASCO DU GITE- 1. BEGUIN MESLOIS- 4. DELINE GALBE- 8. AMICALEMENT NOTRE-7. CALYPSE DE GUEZ

LES CHANCES

3. AMERICAN JONES - 10. ADRENALINE DU VEY

Un demi million d'élèves de Los Angeles sans cours en raison d'une grève

Plus de 500 000 élèves n'auront pas classe entre mardi et jeudi à Los Angeles, en Californie, en raison d'une grève massivement suivie des employés du secteur de l'éducation, qui réclament de meilleurs salaires. Les chauffeurs de bus, les employés des cantines et les assistants d'éducation employés par l'Unified School District (District scolaire unifié) de Los Angeles, le plus important ensemble d'enseignement public aux États-Unis après celui de New-York, se sont mis en grève pour protester contre des "salaires de misère". De nombreux employés ne gagnent que 25 000 dollars (23 200 euros) par an, selon leur syndicat, alors que Los Angeles est une des villes les plus chères du pays, avec des prix élevés pour les impôts, l'alimentation et les services de base comme l'électricité et l'eau. Les responsables du District ont proposé une augmentation de 23% des salaires, mais les syndicats demandent une hausse de 30%, avec des mesures supplémentaires pour les plus bas salaires. Le maire de Los Angeles, Karen Bass, a annoncé que les services municipaux fournissaient de la nourriture et un abri pour les élèves dans le besoin.

Affaire de vol dans une entreprise industrielle à Constantine : une importante somme d'argent récupérée

Les services de sûreté urbaine extramuros d'Aïn Smara relevant de la sûreté de daïra d'Ali Mendjeli (Constantine) ont récupéré une importante somme d'argent estimée à 40 millions de dinars et arrêté un individu impliqué dans une affaire de vol au sein d'une entreprise industrielle, a-t-on appris mardi auprès de ce corps sécuritaire. L'opération a été enclenchée par la police suite à une plainte déposée par le gérant d'une entreprise industrielle faisant l'objet d'un cambriolage par l'un de ses employés, chauffeur de son état, a-t-on indiqué dans un communiqué émanant de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya (SW). Le mis en cause dans cette affaire de vol (40 millions DA),



chargé par le dirigeant de l'entreprise de livrer l'argent à une autre société située dans l'une des wilayas du Centre du pays, s'était enfui avec le butin vers une destination inconnue, a-t-on relevé. Les investigations engagées immédiatement et les

enquêtes réalisées en coordination avec le 3ème arrondissement urbain, a-t-on souligné, ont abouti à la localisation de l'endroit du suspect qui a été arrêté à bord d'un véhicule, récemment acheté grâce à l'argent volé. L'intervention des

policiers a permis la saisie du véhicule, puis la perquisition du domicile du mis en cause, sur instruction des services spécialisés, où il a été découvert et saisi un montant de plus de 484 millions de centimes et des bijoux en or.

L'opération a permis aussi, a-t-on ajouté, la saisie de deux téléphones portables, deux contrats d'achat immobilier (un appartement d'une valeur de 1,5 milliard centimes, un local d'une valeur de 620 millions centimes), qui ont été achetés par l'argent volé et enregistré au nom de son épouse. Après le parachèvement des procédures juridiques, le mis en cause, un homme âgé de 50 ans, et sa femme, ont été présentés devant le parquet local, a-t-on indiqué de source sécuritaire.

Mise en échec d'une tentative de hargha de 32 personnes à Oran

Les services de la Gendarmerie nationale d'Oran ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine par mer de 32 individus dont 8 passeurs, a-t-on appris mardi auprès de ce corps de sécurité. La chargée de l'information du groupement territorial de la Gendarmerie nationale à Oran, la capitaine Imene Loucif a indiqué que les services de la Gendarmerie nationale à Gdyl ont effectué, en l'espace de 24 heures, des opérations distinctes ayant permis de mettre en échec une tentative d'émigration clandestine de 32 individus qui préparaient une traversée à partir de plages d'Oran. Ces candidats à l'émigration clandestine ont été arrêtés en flagrant délit, cachés dans un maquis forestier adjacent à la plage rocheuse de cette commune, a-t-on fait savoir. Huit (8) personnes parmi les organisateurs de traversées illégales en mer en utilisant des bateaux de plaisance en contrepartie de sommes importantes d'argent ont été également arrêtées, a ajouté la capitaine Loucif. Cette opération de qualité a permis la saisie d'un zodiac pneumatique équipé d'un moteur, huit bidons d'essence de 30 litres, un véhicule, 5 téléphones portables, 8 autocollants portant des numéros de série de bateaux et deux portant des numéros de série de moteurs. Une fois les procédures d'enquête achevées, les mis en cause seront déférés devant les autorités judiciaires compétentes, selon la même source.

Vietnam : Saisie de sept tonnes d'ivoire

Les autorités vietnamiennes ont annoncé récemment, avoir saisi sept tonnes d'ivoire prélevé sur des éléphants en Angola, soit la plus importante cargaison de ce type interceptée ces dernières années. Cet ivoire a été trouvé par les douanes dans le port de Haiphong (nord) dans un conteneur supposé transporter, selon le bordereau officiel, des cacahuètes. Des photos diffusées par le département des douanes montraient des centaines de longues défenses en ivoire empilées devant un conteneur ouvert. Les défenses comme d'autres parties du corps des éléphants sont utilisées dans la médecine traditionnelle dans certaines régions d'Asie, bien qu'aucune preuve scientifique n'atteste de telles vertus médicinales. Le Vietnam a officiellement interdit le commerce de l'ivoire en 1992. Plus de 60 tonnes d'ivoire, d'écaillés de pangolin et de cornes de rhinocéros ont été saisies dans des ports maritimes vietnamiens depuis 2018, selon un rapport de 2021 d'Education for Nature Vietnam, une ONG de protection de la faune.

Quatre morts et 195 blessés sur les routes ces dernières 24 heures

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 195 autres ont été blessées dans 185 accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique mercredi un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs, une personne a été atteinte de brûlures de 2ème degré suite à une explosion de gaz à l'intérieur d'une habitation à El Eulma, dans la wilaya de Sétif. La victime a été évacuée vers l'hôpital local, précise la même source. Les secours de la Protection civile ont, d'autre part, prodigué des soins de première urgence à 3 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-bain à l'intérieur d'une habitation dans la commune de Sfizef, dans la wilaya de Sidi Bel Abbès.

Google lance en accès public la version test du concurrent de ChatGPT

Google a lancé mardi en accès public son robot conversationnel Bard, concurrent de ChatGPT, dans l'objectif assumé d'améliorer la qualité de ses réponses grâce à l'augmentation des échanges avec des utilisateurs. La filiale du groupe Alphabet avait annoncé en catastrophe début février la création de Bard, débordée par l'arrivée en novembre de ChatGPT, développé par la start-up OpenAI en collaboration avec Microsoft. Capable de produire des emails, des dissertations ou des lignes de code sur simple requête, ChatGPT suscite un immense engouement pour l'intelligence artificielle générative. L'utilisation de Bard avait été initialement limitée à



des "testeurs de confiance", avant l'ouverture, mardi, au grand public. Le nombre de connexions a cependant été restreint et une

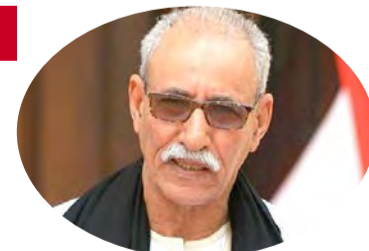
liste d'attente établie pour gérer la demande. L'accès n'est possible, pour l'instant, que depuis les États-Unis et le Royaume-Uni. "Au fur

et à mesure que les gens commencent à utiliser Bard et à tester ses capacités, ils vont nous surprendre", a déclaré Sundar Pichai, le patron de Google, dans un message envoyé au personnel. "Des choses vont mal se passer. Mais le retour des utilisateurs est essentiel pour améliorer le produit et la technologie sous-jacente", a-t-il ajouté. Le dirigeant du groupe californien avait été critiqué en interne sur le lancement précipité de Bard pour rattraper le retard avec Microsoft.

MISE AUX POINGS

«Nous restons ouverts, au Sahara occidental, à une solution pacifique, politique et négociable, mais nous poursuivrons, cependant, la résistance par tous les moyens pour le recouvrement de notre souveraineté et notre droit imprescriptible à l'autodétermination et à l'indépendance».

Brahim Ghali, président sahraoui



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER

Jeudi 23 mars 2023
23 °C / 11 °C

Dans la journée : Nuageux
Vent : 9 km/h
Humidité : 49%

Dans la nuit : Nuageux
Vent : 9 km/h
Humidité : 68%

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Jeudi 1er ramadhan 1444

Dohr : 12h55
Assar : 16h23
Maghreb : 19h05
Ïcha : 20h24

Vendredi
2 ramadhan 1444
Sobh : 05h20
Chourouk : 07h46

POUR SERVICES RENDUS AU MAKHZEN ET TRAHISON DE SON PAYS

Ferhat Mehenni perçoit 3 millions d'euros par an

Si la collision entre le MAK et le Makhzen n'est plus un secret dans la mesure où les événements et les faits antérieurs ont démontré le complot tramé par cette alliance diabolique contre l'Algérie, il est toujours utile de confronter l'inénarrable Ferhat Mehenni aux témoignages vivants qui mettent en évidence les visées funestes de son organisation.

Lorsqu'encore un collectif d'associations, cette fois, dénonce la mainmise du Makhzen et du Mossad israélien sur le Mak et même l'autre organisation classée terroriste, Rachad, à savoir.

Dans une déclaration (dont nous disposons d'une copie) signée par plusieurs associations amazighes d'Algérie et regroupées



dans un collectif, il a été dénoncé les agissements du Mak et de Rachad, deux organisations sous tutorat du Makhzen, qui tentent

de diviser entre les citoyens de Kabylie et l'Algérie alors que cette région est une partie intégrante dans la mère Patrie.

Il serait, en effet, bon de rappeler qu'un ancien lieutenant du chef du MAK nous mène droit dans la caisse où son mentor d'alors puise des fonds pour mener à bien ses projets contre le pays qui l'a vu naître et auquel il a tourné le dos pour se ranger du côté de l'ennemi. Idir Djoudi, l'ancien trésorier en chef du GPK (Gouvernement fantôme à l'exil) a révélé dans une déclaration publique que Ferhat Mehenni reçoit 250 000 euros par mois, soit trois millions d'euros par an, de la part de son employeur, le Makhzen. Selon ce témoin, le leader du MAK aurait craché cette vérité toute crue devant un parterre de cadres et militants de son organisation. Dans cette vidéo postée sur le compte Facebook l'ex-ministre du GPK déclare : « j'ai posé la question à Ferhat, d'où vient ce flux monétaire colossal en devises qui circule au sein du GPK ?, il m'a répondu 'c'est le Maroc qui me le donne, je reçois 250 000 euros chaque mois depuis janvier', il l'a dit devant témoin ». Rien que ça ! C'est dire que les masques sont tombés.

F. Bellili

PROVOCATIONS D'UN MINISTRE SIONISTE A L'EGARD DU PEUPLE PALESTINIEN

L'Algérie condamne fermement

Comme si les crimes, les agressions et les violations systématiques menés par la machine infernale sioniste contre les Palestiniens dans leurs territoires illégalement occupés et spoliés n'étaient pas déjà de trop, un ministre israélien, du nom de Beza-lel Smotrich, remue le couteau dans la plaie dans le but de faire endurer au peuple opprimé du Moyen-Orient un supplice psychologique. Ce sinistre personnage, un sioniste dur à cuir, a tenu des propos pour le moins provocateurs à l'égard du peuple palestinien dont il dénie même l'existence. Ces déclarations belliqueuses ont soulevé un tollé général parmi même les alliés israéliens comme les États-Unis. L'Algérie, qui a fait de la question palestinienne, un principe inébranlable de sa politique étrangère, a condamné "fermement" les déclarations "provocatrices" d'un responsable de l'entité sioniste contestant le droit du peuple palestinien à exister et à établir son État indépendant, selon une déclaration du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, publiée hier. "L'Algérie condamne fermement les déclarations provocatrices d'un responsable de l'entité sioniste tenant d'une idéologie négationniste qui conteste le droit du peuple palestinien à exister et à établir son État indépendant", indique la déclaration du ministère. Elle "condamne avec la même fermeté l'utilisation par ce responsable d'une carte d'occupation expansionniste qui inclut les territoires du Royaume Hachémite de Jordanie, ainsi que les territoires palestiniens occupés", a-t-on ajouté. Selon la même source, ce comportement "agressif, qui s'ajoute à une série de violations systématiques commises par la puissance occupante contre le peuple palestinien, ses biens et ses lieux saints dans un dessein expansionniste très dangereux, constitue une violation flagrante de la légalité internationale et une menace directe à la paix, à la sécurité et à la stabilité dans toute la région". L'Algérie a appelé, à cette occasion, la communauté internationale, "en particulier le Conseil de sécurité des Nations unies, à assumer ses responsabilités pour protéger les droits légitimes du peuple palestinien à établir son État indépendant avec El-Qods Al-Sharif comme capitale, et à faire respecter ses frontières, ainsi que celles de tous les États de la région, y compris le Royaume Hachémite de Jordanie", a conclu la déclaration du ministère.

Farid G.

PUB

Incub R anep

CHALLENGE ARAVAN

ZIBAN

18 MARCH - 20 MAY 2023

BISKRA

القرض الشعبي الجزائري
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE

0541477334 biskra.reads07@gmail.com

بسكرة تقرأ

SOUS-RIRE

Le Ramadhan est là

